

Monténégro : victoire programmé de la coalition au pouvoir ?

de Corinne Deloy

Analyse

Le 14 octobre prochain, les Monténégrins sont appelés aux urnes pour renouveler les 81 membres du Parlement. Ces élections législatives sont anticipées de 6 mois. Dominant la scène politique nationale depuis près de 20 ans, l'Union démocratique des socialistes (DPS) du Premier ministre Igor Luksic et du président de la République Filip Vujanovic, devrait, selon toute probabilité, s'imposer de nouveau lors du scrutin.

Des élections municipales seront organisées le même jour dans les villes de Niksic, Budva et Kotor.

La situation politique

Les élections législatives sont consécutives à la dissolution du Parlement votée le 26 juillet dernier par 47 voix, contre 27. Les membres du DPS, du Parti social-démocrate (SDP) de Ranko Krivokapic, du Parti bosniaque (BS) dirigé par Rafet Husovic et de l'Union démocratique des Albanais (DUA-UDSh) de Ferhat Dinosa ont voté en faveur de la dissolution. « Nous croyons qu'un parlement et un gouvernement dotés d'un mandat complet de 4 ans permettront de mieux répondre aux défis de la difficile phase d'intégration que nous traversons » a déclaré Milutin Simovic, député (DPS), pour justifier l'organisation d'élections législatives anticipées. Les autorités ont mis en avant leur désir que le gouvernement et le parlement puissent avancer dans le processus d'adhésion à l'Union européenne avec un plein mandat de 4 ans. Le Monténégro est devenu candidat officiel depuis le 17 décembre 2010, 2 ans après avoir déposé sa demande. Les négociations d'adhésion de Podgorica avec l'Union européenne se sont ouvertes le 29 juin dernier.

Le commissaire européen chargé de l'Elargissement, Stefan Füle, a rappelé le 7 septembre dernier à Nebojsa Kaludjerovic, nouveau ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, que Podgorica devait absolument poursuivre ses réformes. « L'ouverture des négociations d'adhésion en juin a été une juste reconnaissance des progrès impressionnants que le Monténégro a réalisés dans le processus de réformes » a déclaré

Stefan Füle, ajoutant « La réforme constitutionnelle, le renforcement global de l'indépendance judiciaire et la lutte contre la corruption et le crime organisé sont parmi les questions les plus importantes ». « Le Monténégro pourrait devenir le prochain pays à rejoindre l'Union européenne après la Croatie » a déclaré le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Les partis d'opposition accusent le gouvernement de précipiter le scrutin pour échapper à l'impopularité que devraient entraîner, selon elles, les mesures économiques d'austérité que le gouvernement sera contraint de prendre dans les prochains mois. « Des moments difficiles s'annoncent et les membres de la coalition gouvernementale en sont parfaitement conscients » a souligné Andrija Mandic, leader de la Nouvelle démocratie serbe (NSD).

« L'opposition ne sait pas si elle pourra se présenter unie aux élections et le gouvernement a peur de vivre un nouvel hiver difficile (les manifestations se sont succédées depuis le début de l'année 2012 au point que l'on a pu parler de « Printemps monténégrin »), c'est pourquoi celui-ci souhaite que le scrutin législatif soit organisé aussi vite que possible » affirme Milan Popovic, professeur de science politique à l'université de Podgorica.

Le système politique

Le Monténégro possède un parlement monocaméral (Skupstina) qui compte 81 députés élus au système proportionnel (selon la méthode d'Hondt) au sein d'une

Elections législatives au Monténégro

14 octobre 2012

seule circonscription nationale pour 76 sièges et d'une circonscription spéciale pour les 5 sièges réservés aux minorités nationales. Pour ces élections législatives, toutes ces dernières sont autorisées à présenter des listes de candidats spécifiques, une mesure autrefois réservée à la seule communauté albanaise. Chaque liste doit recueillir au moins 3% des suffrages exprimés pour être représentée au Parlement mais ce seuil est plus bas pour les minorités.

L'opposition accuse le DPS de tenter par cette mesure d'obtenir les faveurs des partis représentant les minorités et notamment du Parti bosniaque de Rafet Husovic, membre du gouvernement sortant qui se présentait jusqu'alors en coalition avec le DPS et le SDP.

Les candidatures individuelles sont également acceptées. Chaque candidat doit obtenir le soutien d'au moins 1% des électeurs pour être officiellement enregistré (4 983 précisément).

Actuellement, 11 partis politiques sont représentés au Parlement:

- l'Union démocratique des socialistes (DPS), du Premier ministre sortant Igor Luksic dirigée par l'ancien chef du gouvernement (2003-2010) Milo Djukanovic, alliée au Parti social-démocrate (SDP), au Parti bosniaque (BS) et à l'Initiative citoyenne croate (HI) de Marija Vucinovic. Ensemble, ces 4 partis comptent 48 députés ;
- le Parti populaire socialiste (SNP), parti d'opposition dirigé par Srdjan Milic, possède 16 sièges ;
- la Nouvelle démocratie serbe (NSD), parti d'opposition d'Andrija Mandic, compte 8 députés ;
- le Mouvement pour les changements (GZP), parti d'opposition dirigé par Nebojsa Medojevic, compte 5 députés ;
- l'Union démocratique des Albanais (DUA-UDSh) de Ferhat Dinosa possède 1 siège ;
- Forca, dirigé par Nazif Cungu, compte 1 député ;
- l'Alternative albanaise (AA) de Vesel Sinishtaj possède 1 siège ;
- l'Alliance démocratique du Monténégro (DCG), dirigée par Mehmet Bardhie, compte 1 député.

Rappel des résultats des élections législatives du 29 mars 2009 au Monténégro

Participation : 66,19%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Monténégro européen (Union démocratique des socialistes, DPS, Parti social-démocrate, SPD, Parti bosniaque, BS et Initiative citoyenne croate, HI)	168 290	51,94	48
Parti populaire socialiste (SNP)	54 454	16,83	16
Nouvelle démocratie serbe (NSD)	29 885	9,22	8
Mouvement pour les changements (GZP)	19 546	6,03	5
Autres	51 744	16,55	4

Source : Commission électorale du Monténégro

La campagne électorale

3 coalitions électorales sont en lice pour le scrutin législatif du 14 octobre prochain. La première unit l'Union démocratique des socialistes au Parti social-démocrate ; la deuxième rassemble sous le nom de Nouveau Front démocratique la Nouvelle démocratie serbe, le Mouvement pour les changements et le Parti des retraités, des invalides et de la justice sociale et la

troisième – Srpska sloga – réunit la Liste serbe, le Parti des radicaux serbes, le Parti populaire et le Parti serbe pour la patrie.

Le Nouveau front démocratique est dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères et ex-ambassadeur de Yougoslavie en Italie, Miodrag Lekic. Janko Vucinic, président du comité principal de l'Union des syndicats libres, et Ognjen Jovovic, représentant des étudiants

de Niksic, ont rejoint cette coalition. « Nous voulons contribuer au progrès politique, économique et quotidien du Monténégro » a déclaré Miodrag Lekic qui a indiqué que le parti était ouvert à tous les partis et notamment au Parti populaire socialiste de Srdjan Milic.

Celui-ci a cependant refusé de rejoindre l'alliance. « Nous pensons sérieusement à boycotter les élections législatives » a déclaré le vice-président du parti, Neven Gosovic, il y a quelques semaines. Le Parti populaire socialiste se présentera finalement seul, mais certains de ses membres, comme son ancien président Predrag Bulatovic, ont néanmoins rejoint le Nouveau Front démocratique. « Mon seul opposant

est la coalition au pouvoir » affirme Srdjan Milic.

Dans un entretien qu'il a accordé au quotidien Pobjeda, le sociologue Srdjan Vukadinovic a souligné que la campagne électorale était plus dynamique entre les composantes de l'opposition qu'entre l'opposition et les partis au pouvoir.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, la coalition conduite par l'Union démocratique des socialistes (DPS) arriverait largement en tête des prochaines élections législatives du 14 octobre. Elle recueillerait 44% des suffrages. Le Nouveau Front démocratique obtiendrait 17% des voix. L'ensemble des autres partis seraient en dessous de 10%.

La coalition socialiste de Milo Djukanovic remporte les élections législatives au Monténégro

Sans surprise, la coalition « Pour un Monténégro européen » formée par l'Union démocratique des socialistes (DPS) du Premier ministre sortant Igor Luksic dirigée par l'ancien chef du gouvernement (2003-2010) Milo Djukanovic, et le Parti social-démocrate (SDP) de Ranko Krivokapic – deux partis alliés au pouvoir depuis 1998 –, a remporté les élections législatives anticipées (de 6 mois) qui ont eu lieu le 14 octobre au Monténégro. Elle a recueilli 45,6% des suffrages et remporté 39 sièges au Skupstina, chambre unique du Parlement. Pour la première fois depuis 11 ans, la coalition n'obtient toutefois pas la majorité absolue. Ceci tient, en partie, aux récentes modifications de la loi électorale autorisant désormais les partis représentant les minorités nationales à se présenter seuls aux suffrages des électeurs. « *Le recul de l'Union démocratique des socialistes est évident. Les électeurs ne sont plus prêts à accepter les mêmes messages et à soutenir la coalition au pouvoir. A partir de maintenant, l'opposition a une chance* » a déclaré Zlatko Vujovic, directeur du Center for Monitoring (CEMI), expliquant également l'absence de majorité absolue.

Resultats

Le Nouveau Front démocratique conduit par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Miodrag Lekic, et rassemblant la Nouvelle démocratie serbe (NSD) d'Andrija Mandic, le Mouvement pour les changements (GZP), dirigé par Nebojsa Medojevic, et le Parti des retraités, des invalides et de la justice sociale, a obtenu 23,7% des voix et 20 sièges. Le Parti populaire socialiste (SNP), dirigé

par Srdjan Milic, a recueilli 10,5% des suffrages et 9 députés. Monténégro positif (PCG), nouveau parti de centre gauche fondé en mai dernier par Darko Pajovic, a obtenu 8% des voix et 7 élus. L'ensemble des partis représentant les minorités du pays ont remporté 6 sièges. Cette année, celles-ci étaient autorisées à présenter des listes de candidats spécifiques, une mesure autrefois

Elections législatives au Monténégro 14 octobre 2012

réservée à la seule communauté albanaise. Le Parti bosniaque (BS) a recueilli 4,5% des voix et 3 sièges, et le parti albanais Forca per Bashkim, 1,4% des suffrages. Enfin, la Coalition albanaise (1,1%) et l'Initiative démocratique croate (HGI) remportent chacune un siège.

La participation s'est élevée à 69,60%, soit 3,41 points au-dessus de celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 29 mars 2009.

Le scrutin du 14 octobre était consécutif à la dissolution du Parlement votée le 26 juillet dernier. Le gouvernement en place avait mis en avant son désir que le pays puisse avancer dans le processus d'adhésion à l'Union européenne pour demander un nouveau mandat plein de 4 ans. Le Monténégro est devenu candidat officiel depuis le 17 décembre 2010, deux ans après avoir déposé sa demande. Les négociations d'adhésion de Podgorica avec les Vingt-sept se sont ouvertes le 29 juin dernier.

Résultats des élections législatives du 14 octobre 2012 au Monténégro

Participation : 69,6%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Monténégro européen (Union démocratique des socialistes, DPS, Parti social-démocrate, SPD)	45,6	39
Nouveau Front démocratique (Nouvelle démocratie serbe, NSD, Mouvement pour les changements, GZP, Parti des retraités, des invalides et de la justice sociale)	23,7	20
Parti populaire socialiste (SNP)	10,5	9
Monténégro positif (PCG)	8,9	7
Parti bosniaque (BS)	4,5	3
Forca per Bashkim	1,4	1
Coalition albanaise	1,1	1
Initiative démocratique croate	1	1

Source : Agence France Presse

« C'est une grande victoire. La coalition au pouvoir au Monténégro est l'une des rares en Europe qui ait conservé la confiance des électeurs en ces temps si difficiles de crise » a déclaré Milo Djukanovic à l'annonce des résultats. Il avait exprimé, avant le scrutin, son souhait de voir les Monténégrins se prononcer « en faveur du maintien de la stabilité du Monténégro, de la relance économique et de la poursuite de la route vers l'intégration européenne et dans l'OTAN ». La coalition qu'il conduisait, Pour un Monténégro européen, avait d'ailleurs choisi Naprijed Crna Goro (En avant, le Monténégro !) comme slogan de campagne. « Les enjeux sont de taille. Six ans après l'indépendance, notre Etat est encore fragile et nous devons le renforcer » avait-il ajouté.

Agé de 50 ans, Milo Djukanovic devient président du gouvernement monténégrin avec l'assentiment du président serbe de l'époque, Slobodan Milosevic (Parti socialiste de Serbie, SPS) en 1991. Il conserve cette fonction jusqu'en 1998, année où il est élu président de la République, un poste qu'il occupe jusqu'en 2006. Jusqu'en 1996-1997, les deux hommes partagent les mêmes positions avant que Milo Djukanovic ne prenne ses distances avec le leader serbe. A cette même époque, il commence à revendiquer l'indépendance pour le Monténégro. Il voit son rêve se réaliser le 21 mai 2006, jour où les Monténégrins disent « oui » à 55,4% à la rupture avec la Serbie. Il quitte alors la tête du gouvernement en novembre à l'issue des premières élections législatives du Monténégro indépen-

dant, pourtant remportées par l'Union démocratique des socialistes. En 2008, il retrouve la tête du gouvernement après la démission pour raisons de santé de Zeljko Sturanovic (DPS). Il démissionne le 21 décembre 2010, quelques jours après l'obtention par le Monténégro du statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

Selon toute vraisemblance, Milo Djukanovic devrait retrouver la tête du gouvernement à l'issue des élections du 14 octobre. « *Dès demain, nous commencerons à constituer un gouvernement qui mènera le Monténégro sur la voie de l'intégration européenne* » a-t-il déclaré, sans préciser cependant s'il reprendrait le poste de Premier ministre.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.